



Envoie et reçois instantanément de l'argent
 du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée-Bissau*

Mixx, le premier et le seul mobile money qui connecte toute l'UEMOA

Mixx | **SPI**

N° 960 du 15 avril 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité



Nouvelle feuille de route

Le gouvernement togolais sous pression des résultats P.3



14 ans d'UNIR

La foi comme socle, la paix comme cap P.6

Protection des enfants de la rue

Les parlementaires de la CEDEAO formulent des recommandations fortes à Freetown P.4



Lomé scelle l'unité parlementaire africaine face aux crises mondiales P.2



Opposition togolaise

La rengaine des coalitions sans cap P.6



Editorial

PAIX ET STABILITÉ, LE SOCLE INDISPENSABLE DE L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Dans un monde marqué par la compétition entre nations pour capter les investissements, une évidence s'impose : aucun développement durable ne peut s'enraciner sans paix ni stabilité. Les capitaux, qu'ils soient locaux ou étrangers, fuient l'incertitude et privilégient les environnements sécurisés, prévisibles et gouvernés avec constance. La stabilité n'est donc pas un luxe politique, mais une condition stratégique de croissance.

Le Togo semble avoir intégré cette réalité avec lucidité. Depuis plusieurs années, les autorités ont fait de la consolidation de la paix et de la sécurité un axe prioritaire de l'action publique. Des efforts soutenus sont déployés par les autorités pour préserver l'intégrité du territoire national, notamment dans la partie septentrionale du pays, confrontée à la menace des groupes terroristes. À travers un renforcement du dispositif sécuritaire, des initiatives de développement ciblées et une vigilance accrue, l'État togolais affiche une volonté claire : protéger les populations et garantir un climat propice à l'investissement.

Cet engagement mérite d'être salué. Car en sécurisant son territoire, le Togo ne défend pas seulement ses frontières, il consolide aussi sa crédibilité auprès des partenaires économiques et financiers. La paix devient ainsi un levier d'attractivité, un signal fort adressé aux investisseurs en quête de stabilité.

Dans ce contexte, il appartient à l'ensemble des acteurs politiques de transcender les clivages pour s'inscrire dans cette dynamique. La paix et la stabilité ne sauraient être l'apanage d'un camp ; elles relèvent d'une responsabilité collective. C'est à ce prix que le Togo pourra durablement attirer les investissements, stimuler sa croissance et construire un avenir prospère pour tous.

El hadj, Tchaboré

LOMÉ SCELLE L'UNITÉ PARLEMENTAIRE AFRICAINE FACE AUX CRISES MONDIALES

La capitale togolaise a été, du 7 au 9 avril 2026, l'épicentre d'une intense activité diplomatique parlementaire à l'occasion de la 17e Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections de la Région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Trois jours durant, délégations venues d'une quinzaine de pays africains, auxquelles s'est joint le Parlement de la CEDEAO, ont confronté

bles. L'attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des États a été réaffirmé, notamment dans des contextes sensibles comme ceux du Liban et de la République démocratique du Congo.

Au cœur des échanges, le rôle des parlements s'est imposé comme un levier essentiel dans la prévention des crises et la consolidation de la



leurs analyses et harmonisé leurs positions face aux défis politiques, sécuritaires et institutionnels qui secouent l'espace francophone africain et au-delà. Au terme des travaux, la Déclaration de Lomé et le communiqué final ont acté une série d'engagements majeurs, traduisant une volonté commune de renforcer le rôle des parlements dans la gestion des crises contemporaines.

Une tribune africaine face aux tensions internationales

Dans un contexte mondial marqué par une multiplication des foyers de tension, les parlemen-

taires ont souligné leur responsabilité dans le contrôle de l'action gouvernementale, la promotion du dialogue politique et l'accompagnement des processus de réconciliation. Ils ont également encouragé les initiatives diplomatiques régionales et internationales, tout en plaidant pour un renforcement de la coopération multilatérale face aux défis globaux.

Diplomatie parlementaire et défis démocratiques en Afrique

Au-delà des enjeux internationaux, la Conférence de Lomé a consacré une large part de ses travaux à l'examen des situations politiques et



taires francophones d'Afrique ont exprimé, à Lomé, une inquiétude profonde face à la persistance et à l'intensification des conflits armés en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe. Les débats ont mis en lumière les conséquences multidimensionnelles de ces crises, allant des pertes humaines aux déséquilibres économiques, en passant par les crises alimentaires et les flux migratoires.

La Déclaration de Lomé, adoptée à l'issue des assises, condamne fermement les violences, les atteintes aux populations civiles ainsi que les violations du droit international humanitaire. Les participants ont insisté sur la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat dans les zones de conflit et appelé à la reprise de négociations inclusives et crédibles en vue de solutions politiques dura-

bles. Les discussions ont permis d'identifier des axes d'intervention prioritaires en matière de diplomatie parlementaire, dans un contexte où plusieurs pays font face à des transitions politiques délicates et à des défis sécuritaires persistants.

Les parlementaires ont salué le bon déroulement de certains processus électoraux, notamment en République centrafricaine, au Gabon et en Guinée, tout en appelant à une vigilance accrue face aux fragilités institutionnelles. La nécessité de privilégier le dialogue, la concertation et les mécanismes pacifiques de règlement des différends a été unanimement mise en avant.

Suite à la page 6

Nouvelle feuille de route

LE GOUVERNEMENT TOGOLAIS SOUS PRESSION DES RÉSULTATS

À Lomé, l'exécutif togolais a lancé les bases de sa future feuille de route 2026-2031. Entre bilan revendiqué et nouveaux engagements, le séminaire gouvernemental met en lumière une volonté de réforme, mais aussi les défis persistants en matière d'efficacité de l'action publique. Réuni les 7 et 8 avril 2026 à Lomé sous la présidence de Faure Gnassingbé, Président du Conseil, le gouvernement togolais a tenu son premier séminaire de l'année, présenté comme un moment clé d'évaluation et de projection stratégique. Dans un ton à la fois volontariste et exigeant, le chef de l'exécutif a appelé les membres du gouvernement à davantage de rigueur et de responsabilité dans

la conduite des politiques publiques, insistant sur la nécessité d'améliorer la lisibilité et l'efficacité des programmes au bénéfice des populations. Ce rendez-vous a permis de dresser le bilan de la feuille de route 2020-2025, mise en œuvre dans un contexte international particulièrement perturbé, marqué notamment par la pandémie de COVID-19 et les répercussions de la guerre en Ukraine. Selon les chiffres officiels, le taux global d'exécution s'établit à 68,79 %, un niveau que le gouvernement présente comme le reflet d'une certaine résilience. Plusieurs secteurs, dont l'agriculture, l'énergie, la santé ou encore l'administration publique, ont enregistré des avancées notables,

tout comme le climat des affaires et l'attractivité économique. Un bilan contrasté sous le prisme de l'efficacité. Malgré ces résultats jugés encourageants, les autorités reconnaissent des insuffisances dans la conception et le suivi des politiques publiques. La question de la hiérarchisation des priorités, de la qualité des indicateurs de performance et de la coordination entre ministères apparaît comme un enjeu central. En filigrane, c'est la capacité de l'État à transformer ses ambitions en résultats concrets et perceptibles pour les citoyens qui est posée. Le séminaire a ainsi mis en évidence la nécessité d'une approche plus sélective, concentrée sur des actions à fort impact, tout

en renforçant la discipline dans l'exécution des projets. Une orientation qui traduit une volonté de rompre avec certaines pratiques jugées inefficaces, notamment le cloisonnement sectoriel.

Une nouvelle feuille de route face à un contexte mondial incertain

Au-delà du bilan, les travaux ont largement porté sur la préparation de la future feuille de route 2026-2031. Dans un environnement international marqué par le ralentissement économique, la volatilité des marchés et les tensions géopolitiques, le Togo entend renforcer sa résilience économique et sa souveraineté, notamment sur les plans alimentaire, énergétique et numérique. La nouvelle stratégie s'articulera autour de trois axes majeurs : « Protéger », « Rassembler » et « Transformer ». Il s'agira, selon le gouvernement, de garantir la sécurité et la stabilité, de consoli-

der la cohésion nationale et de rendre l'économie plus compétitive et inclusive. Parmi les priorités annoncées figurent la diversification des sources de croissance, le développement du capital humain et l'amélioration de la mobilisation des ressources internes.

Ce séminaire marque ainsi le lancement officiel du processus d'élaboration des futurs programmes gouvernementaux. L'exécutif insiste sur une approche plus rigoureuse, fondée sur des indicateurs mesurables et une meilleure prise en compte des contraintes budgétaires. Reste désormais à traduire ces orientations en actions concrètes. Car au-delà des annonces et des cadres stratégiques, c'est sur le terrain des résultats tangibles que le gouvernement togolais sera attendu dans les années à venir.

La rédaction



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Gouvernement

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé à Lomé, les 7 et 8 avril 2026, les travaux du premier séminaire gouvernemental de l'année 2026.

En ouvrant les travaux, le Président du Conseil a rappelé la portée stratégique de ce séminaire, qu'il a qualifié de moment de vérité et d'exigence pour la performance de l'action gouvernementale. Il a invité, à cet effet, les membres du gouvernement à aborder ces travaux avec rigueur, lucidité et un sens aigu de la responsabilité vis-à-vis des populations, en soulignant que la finalité de cet exercice est de renforcer à terme la qualité de formulation des programmes gouvernementaux, avec comme corolaire une meilleure lisibilité des priorités publiques, une hiérarchisation rigoureuse des actions et une exécution plus efficace des projets.

Le Président du Conseil a relevé que si les résultats enregistrés au cours des dernières années témoignent de la pertinence des orientations retenues, ils appellent néanmoins à une élévation du niveau d'exigence dans la conception, la planification et le suivi des politiques publiques.

S'inscrivant dans la continuité des orientations définies lors de son adresse devant le Parlement le 2 décembre 2025, le Président du Conseil a réaffirmé que la prochaine Feuille de route gouvernementale 2026-2031 sera structurée autour de trois (3) axes stratégiques fondateurs, à savoir Protéger, Rassembler et Transformer.

Le séminaire a porté sur deux (2) points majeurs à savoir le bilan de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la définition des nouvelles orientations, en vue de la formulation des programmes de la nouvelle de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031.

1. Bilan de la feuille de route gouvernementale 2020-2025

Les membres du gouvernement ont procédé à une revue méthodique et critique des résultats obtenus dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, structurée autour de trois (3) axes stratégiques majeurs, déclinés en quarante-deux (42) projets et réformes prioritaires, et dix (10) ambitions.

Mise en œuvre dans un contexte marqué par les bouleversements économiques et sociaux liés à l'irruption de la pandémie de la COVID-19, au déclenchement de la guerre en Ukraine, ainsi qu'à la menace sécuritaire dans la sous-région ouest africaine, cette feuille de route a enregistré un taux global d'exécution de 68,79 %, témoignant de la résilience du pays face à des chocs d'une ampleur exceptionnelle. Le bilan présenté fait ressortir des avancées significatives dans plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture, l'énergie, les technologies, la santé, l'éducation et la modernisation de l'administration publique, ainsi qu'en matière d'amélioration du climat des affaires et d'attraction des investissements.

Tout en saluant ces acquis, le gouvernement a tiré les enseignements nécessaires

pour améliorer la conception, la planification et le suivi des interventions futures. Il a été relevé que la sélectivité des priorités, la qualité des indicateurs de suivi, la coordination intersectorielle et la discipline dans l'exécution constituent des leviers déterminants pour accroître l'efficacité de l'action publique dans le cadre de la nouvelle feuille de route gouvernementale.

2. Nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031

Les membres du gouvernement ont consacré une part importante de leurs travaux à l'analyse du contexte international et de ses répercussions sur les équilibres économiques nationaux.

Il a été rappelé que le Togo évolue, à l'instar des autres économies en développement, dans un environnement international caractérisé par le ralentissement de la croissance mondiale, la volatilité des marchés, le renchérissement de l'accès au financement, l'affaiblissement du multilatéralisme, l'accélération des mutations technologiques, ainsi que la fréquence accrue des chocs climatiques, énergétiques et géopolitiques, engendrant des répercussions directes sur les équilibres budgétaires et la sécurité alimentaire. Ces facteurs renforcent l'exigence de résilience économique, de crédibilité macroéconomique, de multiplication des partenariats stratégiques et de renforcement de la souveraineté numérique.

Face à ces défis exogènes, le gouvernement, sous le leadership du Président du Conseil, a réaffirmé, dans le cadre de la nouvelle feuille de route, sa détermination à renforcer la résilience structurelle de l'économie togolaise, notamment par la diversification des sources de croissance, la consolidation de la souveraineté alimentaire et énergétique, le développement du capital humain et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures.

Ainsi, sur la base des enseignements tirés du bilan de la Feuille de route 2020-2025, de l'analyse de la conjoncture internationale et des orientations définies par le Président du Conseil, il a été officiellement lancé le processus de formulation des programmes de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031, articulée autour des trois (3) axes stratégiques précédemment énoncés :

- Protéger : préserver la sécurité, la paix et renforcer la résilience nationale face aux crises ;
- Rassembler : affermir le leadership républicain et la cohésion nationale à travers l'inclusion ;
- Transformer : rendre l'économie togolaise plus compétitive, plus inclusive, et mieux préparée aux défis du XXI^{ème} siècle.

Ce nouveau cadre stratégique devra s'appuyer sur les principes directeurs suivants :

- une sélectivité accrue dans le choix des priorités, en concentrant les ressources sur les actions à fort impact pour les populations ;
- une cohérence intersectorielle, en rompant avec la logique de silos sectoriels et en privilégiant des synergies entre ministères pour des interventions à effets transversaux ;
- une discipline renforcée dans la planification, le suivi et l'évaluation, fondée sur des indicateurs mesurables, vérifiables et directement perceptibles dans la vie quotidienne des populations ;
- un ancrage dans la réalité macroéconomique, avec une prise en compte effective des contraintes budgétaires et des dynamiques du contexte mondial.

La synthèse des orientations issues du séminaire a fait l'objet d'un partage et d'une appropriation avec les secrétaires généraux et directeurs de cabinet des ministères, acteurs techniques importants dans la coordination de la mise en œuvre sectorielle des politiques publiques, afin de garantir une traduction opérationnelle rigoureuse des orientations définies.

Ce séminaire marque l'ouverture d'une nouvelle approche dans la conduite de l'action gouvernementale, fondée sur plus de sélectivité et une meilleure cohérence des interventions, dans un esprit de consolidation des acquis, d'amélioration continue de la qualité des programmes et de garantie de résultats durables pour le bien-être des populations.

Fait à Lomé, le 08 avril 2026
Le Gouvernement

Protection des enfants de la rue

LES PARLEMENTAIRES DE LA CEDEAO FORMULENT DES RECOMMANDATIONS FORTES À FREETOWN

Réunis du 8 au 12 avril 2026 à Freetown, en Sierra Leone, dans le cadre de la réunion du comité mixte du Parlement de la CEDEAO, les députés ouest-africains ont placé au cœur de leurs travaux le thème des « cadres juridiques et politiques régionaux pour la protection des enfants en situation de rue dans la région de la CE-DEAO », une problématique

droits de l'homme, du commerce, ainsi que de la paix et de la sécurité, ont examiné en profondeur les causes structurelles de la présence croissante d'enfants dans les rues ouest-africaines. Entre pauvreté persistante, conflits, déplacements de populations, désagrégation des structures familiales et effets du changement climatique, les débats ont mis en évidence une réa-

DEAO, qui a dressé un état des lieux des cadres juridiques existants, tout en soulignant les limites de leur mise en œuvre. Si des instruments régionaux comme la Politique de l'enfance 2019-2030 et le cadre stratégique de 2017 existent, leur application reste entravée par le manque de ressources, une coordination institutionnelle insuffisante et un déficit de

ont mis en lumière les difficultés de réintégration des enfants, l'insuffisance du soutien psychosocial et la faiblesse des mécanismes de coordination entre les différents services en charge de la protection de l'enfance. Les témoignages recueillis ont renforcé le sentiment d'urgence et la nécessité d'une action régionale plus cohérente, notamment face aux défis transfrontaliers comme la traite des enfants et leur exploitation.

Les discussions ont aussi porté sur les nouvelles menaces, notamment l'exploitation en ligne et le cyberharcèlement, qui viennent complexifier davantage la protection des enfants en situation de vulnérabilité. Dans ce contexte, les parlementaires ont insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes régionaux existants, notamment le système d'information ECRIMS, afin d'améliorer la collecte et le partage des données.

Au terme des travaux, le comité mixte a formulé plusieurs recommandations majeures. Il a notamment préconisé la mise en place de systèmes transfrontaliers de protection et d'orientation pour garantir la continuité de la prise en charge des enfants en mobilité, l'élaboration de protocoles sécurisés de rapatriement et de réintégration

afin de prévenir les risques de traite et de séparation abusive, ainsi que le renforcement des mécanismes régionaux de partage de données à travers l'extension du système ECRIMS. Les parlementaires ont également appelé les États membres à développer des stratégies nationales spécifiques, suffisamment financées, intégrant l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'identité juridique et à une justice adaptée aux traumatismes des enfants.

Ces recommandations, issues exclusivement des travaux du comité mixte réuni à Freetown, constituent une première étape dans le processus parlementaire. Elles devront être soumises à l'ensemble des députés du Parlement de la CEDEAO pour examen, amendements éventuels et adoption en session plénière. Au-delà des engagements affichés, les parlementaires ont rappelé que la protection des enfants en situation de rue ne relève plus seulement d'un impératif humanitaire, mais d'un enjeu stratégique pour la stabilité, la sécurité et le développement durable de l'Afrique de l'Ouest, appelant ainsi à une mobilisation accrue des États et des institutions régionales pour traduire ces orientations en actions concrètes.

El hadj Tchaboré



désormais considérée comme une urgence régionale exigeant des réponses concertées et durables.

Durant cinq jours d'intenses échanges, les parlementaires, issus des commissions des affaires sociales, du genre, des

lité multidimensionnelle qui fragilise des millions d'enfants dans la région.

Les travaux ont été nourris par des présentations d'experts, notamment celle de Chigaemezu Regina Amadi, de la Commission de la CE-

données fiables.

Au fil des sessions, les parlementaires ont également tenu des audiences publiques et effectué des visites de terrain, qui ont permis de confronter les analyses aux réalités vécues. Ces activités

Inflation maîtrisée

LE TOGO CONSOLIDE SA STABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le Togo confirme sa résilience économique avec une inflation durablement sous contrôle, selon les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEED). En mars 2026, le taux d'inflation s'est établi à 0,1 %, un niveau identique à celui enregistré en février, traduisant une stabilité remarquable des prix à la consommation et prolongeant une tendance baissière amorcée depuis décembre 2024, où l'inflation culminait encore à 2,9 %.

Cette performance maintient le pays largement en dessous du seuil communautaire de 3 % fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), un critère clé de convergence visant à garantir la stabilité macroéconomique et à préserver le pouvoir d'achat des populations. Dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques, notamment les

conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, la hausse des prix de l'énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, le Togo parvient ainsi à contenir les pressions inflationnistes.

Les autorités attribuent cette maîtrise à une combinaison de politiques publiques volontaristes mises en œuvre ces dernières années. La feuille de route gouvernementale 2020-2025 a notamment permis de renforcer les mécanismes de soutien à la production agricole, de stabiliser les prix des produits de première nécessité et de maintenir des subventions sur les produits pétroliers. À cela s'ajoutent des allègements fiscaux et des appuis ciblés aux ménages, contribuant à amortir les chocs extérieurs.

Les effets de ces mesures sont visibles sur plusieurs segments clés de la consommation. Les prix des denrées de base telles que les céréales, les huiles et les farines ont été



contenus, tandis que ceux du carburant et du gaz n'ont pas suivi la tendance haussière observée à l'échelle mondiale. Par ailleurs, les tarifs de l'électricité et de l'eau ont été maintenus, participant à la préservation du niveau de vie des ménages.

Le secteur agricole apparaît comme un pilier central de cette dynamique. Grâce à un

appui soutenu de l'État, incluant la subvention des intrants, l'accès au crédit, la sécurisation foncière via les zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) et les efforts de désenclavement, la production agricole a connu une progression régulière. Cette hausse de l'offre contribue directement à la modération des prix sur les marchés

locaux.

Dans cette continuité, le lancement du Programme de modernisation de l'agriculture (ProMAT 2025-2034) vise à accélérer la transformation structurelle du secteur. Axé sur l'amélioration de la productivité, la résilience, le développement des chaînes de valeur et l'accès aux financements, ce programme ambitionne de consolider les acquis et de renforcer la contribution de l'agriculture à la stabilité économique.

Sur la période récente, les données de l'INSEED illustrent clairement cette trajectoire descendante de l'inflation, passée de 2,8 % en février 2025 à seulement 0,1 % en mars 2026. Une évolution qui témoigne d'un pilotage macroéconomique maîtrisé et d'une capacité d'adaptation face aux chocs externes, tout en maintenant le cap sur la protection du pouvoir d'achat des populations.

LM

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 13 AU 20 AVRIL 2026

Faux conseiller, vraie arrestation UN IMPOSTEUR TOMBE DANS LES FILETS DE LA GENDARMERIE

Une opération discrète mais déterminée menée par la Gendarmerie nationale togolaise, avec l'appui de services spécialisés, a conduit à l'interpellation d'un individu soupçonné d'usurpation d'identité, d'usurpation de titre et de trafic d'influence. Identifié comme MAKPAOU Yao, l'homme se serait faussement présenté comme « conseiller du Président du Conseil », utilisant cette prétendue fonction pour intimider des populations et exercer des pressions sur divers acteurs locaux,



notamment dans des affaires foncières dans la commune de Togblékopé.

L'affaire a émergé à la suite d'une alerte lancée par des habitants de la localité, inquiets face à des agissements jugés suspects. Sans agitation médiatique ni relais sur les réseaux sociaux, les services compétents ont engagé une enquête méthodique et confidentielle. Les premiers éléments recueillis font état de faits présumés d'intimidations, d'invectives et d'usage de faux documents administratifs. Le suspect aurait notamment exploité cette fausse qualité pour influencer des opérations foncières, s'appuyant sur certains acteurs techniques locaux impliqués dans le bornage et les relevés.

Les investigations en cours laissent penser que ces pratiques pourraient ne pas être isolées et que l'intéressé ne serait pas à son premier coup d'essai. Cette interpellation intervient dans un contexte de vigilance accrue des autorités face aux cas d'usurpation et de trafic d'influence, en particulier ceux impliquant des individus se réclamant abusivement de l'autorité publique.

Pour de nombreux observateurs, cette affaire constitue un signal fort envoyé par les pouvoirs publics, traduisant une volonté affirmée de protéger les populations contre les faux représentants de l'État et les pratiques frauduleuses qui perturbent la vie des communautés. Plusieurs plaintes, souvent discrètes mais persistantes, auraient déjà été traitées par les forces de sécurité, témoignant d'un renforcement progressif des mécanismes de contrôle et de protection des citoyens.

La rédaction

PHARMACIE ADOUNI
Vakposito logogome, carrefour AISED
70 39 39 39

PHARMACIE AGBEIGNAN
Tokoin Ramco - Gbadago, Av de la Libération, près du PRET A MANGER
70 20 00 00

PHARMACIE ALTA
Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola
22259447

PHARMACIE AMEN
Marché Adétikopé, près de l'Eglise Catholique Christ-Roi
90 88 55 88

PHARMACIE AVEPOZO
A 600m restaurant Alice, Bè-kome, avépozo, 04 BP 353 Lomé 04
22 27 04 86

PHARMACIE BA-AYETA
Kégué Zogbédjé, non loin de la station OANDO après le pont de Kégué
97726969

PHARMACIE BAGUIDA
Rte baguida-dévogo, BP 60767
22 35 47 77

PHARMACIE BESDA
Adidogomé Aménopé, Route de Kpalimé
22 51 05 29

PHARMACIE BON PASTEUR
38, rue de la libération, BP 2266
91 43 44 84

PHARMACIE CHRIST ROI
Raffinerie vers le petit marché, kagomé, BP 1409
22 27 46 66

PHARMACIE CONSEIL
Carrefour du CEG Sagbado Logoté
93 10 92 92

PHARMACIE CRISTAL
BD. F. Boigny, face EPP Bè aklassou, 05 BP 216
22 20 90 91

PHARMACIE DE KODJOVIAKOPE
1112, avenue de duisburg, kodjoviakopé, BP 3697
22 21 89 00

PHARMACIE DE LA CHARITE
Non loin de CEG agoè nyivé centre, BP 7856
22 25 12 60

PHARMACIE DE LA CITE
Bd ; du 30 Août cité n'danida BP 8461
22 25 01 25

PHARMACIE DE L'OCAM
30, rue de l'entente BP 3697
22 21 62 05

PHARMACIE DELALI
Face CMS de cacaveli, 04 BP 225
93 64 53 72

PHARMACIE DEO GRATIAS
Rue de l'ocam, derrière siège Eco-bank, kotokoukondji, BP 1128
96 28 57 13

PHARMACIE DIVINA GRACIA

Agoè fiovi, rond point Cool Catche
93 83 91 00

PHARMACIE DODJI
Ségbé Akato, Immeuble Akato Plage non loin de l'église Catholique d'Akato
70291677

PHARMACIE DU 3e ARRONDISSEMENT
219, boulevard du 13 Janvier, BP 2847
22 21 52 27

PHARMACIE DU PEUPLE
PRES MARCHÉ NKAFU CERFER
22 26 84 22

PHARMACIE DU POINT E
506, rue 129, Aflao Gakli, djidjolé, 08 BP 8589
22 51 91 71

PHARMACIE EL-SALI
Rte Lomé-Kpalimé, Aflao Apédokoè Gbomamé, à 50 m de la quaincaillerue MACO
70 12 44 44

PHARMACIE EPIPHANIA
Rue Lapampa, carrefour Agbénadon, Adidogomé, 04 BP 30446
70 40 10 52

PHARMACIE EVA
Sanguéra, non loin de T'OIL
92163232

PHARMACIE GBOSSIME
405, Bd. De la Kara, Gbossime, BP 80859
22 22 50 50

PHARMACIE GRATITUDE
Grand contournement non loin du carrefour avinato à 100m de la clinique OASIS
92 18 94 85

PHARMACIE IRIS
Amadahomé, Imm. Havon, non loin de la station de service CAP, Rue 50 m à côté de Casses Auto
91684804

PHARMACIE JUSTINE
291, boulevard des armées, tokoin Habitat, BP 8021
22 21 00 01

PHARMACIE LA BARAKA
Agoè Logopé, non loin de l'Ecole la BRUYERE à proximité du camp GP
90 17 49 28

PHARMACIE LA MAIN DE DIEU
Agoè nouveau marché, vers le camp de police
22 52 77 55

PHARMACIE LA MISERICORDE
52, Boulevard, de l'Oti, Bè-kpota, BP 8223
96 80 09 45

PHARMACIE LA NOUVELLE TULIPE
Rte de Mission-Tové, près de la Station CAP Agoè-légbassito
99 47 00 70

PHARMACIE LA PROSPERITE
Bd. Eyadéma, Angle rue kokoté, BP 80272 Lomé 08

96 80 09 91

PHARMACIE LAUS DEO
Route de Léo 2000, face clinique Bethesda, Adidoadin, 05 BP 21
22 25 15 05

PHARMACIE LE ROCHER
Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf
92 30 06 56

PHARMACIE MADINA
WUITI en face de la cité de la CNSS à côté de l'UTB Novissi
91 18 33 33

PHARMACIE MAELYS
10620, boulevard Malfakassa, en face de NETADI, Bè Kpota, BP 604
22 27 60 19

PHARMACIE MAINA
Marché Agoè-Assiyéyé
70 43 65 34

PHARMACIE NABINE
Site à Agoè Anomé, dit plateau (Route Bar le Plateau)
93 36 26 26

PHARMACIE NATION
Totsi en face de l'agence ECOBANK
22 25 99 65

PHARMACIE NOTRE DAME
Rue Assiyéyé Hédzranawoé, BP 363
22 42 74 04

PHARMACIE SAINT PIERRE
88, boulevard du Haho, Hédzranawoé Sagboville, BP 30717
22 26 19 73

PHARMACIE SAINT PIO
Klobatémé, non loin du CMS Klobatémé à côté du Complexe Scolaire Bon Samaritain
93404040

PHARMACIE SAINT SYLVESTRE
Sanguéra, Quartier Sanyramé, non loin du rond-point Sanyramé
93515198

PHARMACIE SAINTE MARIE
Avenue de la libération, Limusco, Tokoin Ramco, BP 297
22 21 85 58

PHARMACIE SALA HOUBEIDA
Kélégougan, non loin du rond point O'QUEENS
91911535

PHARMACIE TCHEP'SON
Face terminal du Sahel, Agoè zongo
96 90 04 64

PHARMACIE VERTE
Avenue du RPT Bè Klikamé, BP 81297
22 25 03 26

PHARMACIE VITAFLORE
Baguida, BP 80531
22 27 06 36

PHARMACIE ZOSSIME
Zossimé, route de Sanguéra près du marché de Zossimé

99 99 80 75

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

**Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61**

**Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr**

Opposition togolaise

LA RENGAINE DES COALITIONS SANS CAP

L'annonce, le 13 avril 2026 à Lomé, de la création du Cadre de Réflexion et d'Action pour le Changement (CRAC), suivie de l'organisation d'un meeting le 9 mai prochain, aurait pu marquer un tournant stratégique pour une opposition togolaise en quête de renouveau. Mais à y regarder de plus près, cet énième regroupement politique ressemble davantage à une répétition d'un scénario bien connu qu'à une véritable refondation de la « lutte » longtemps revendiquée par ses acteurs.

Dans toute démocratie, l'opposition politique joue un rôle fondamental. Elle est un contre-pouvoir, une force de proposition, un levier de contrôle de l'action gouvernementale et un vecteur d'alternance crédible. Elle ne se limite pas à la contestation systématique, mais s'inscrit dans une dynamique constructive, capable de proposer des alternatives sérieuses, de mobiliser sur des idées et de bâtir une confiance durable avec les citoyens. Être dans l'opposition, ce n'est ni une posture confortable ni un statut ouvrant droit à des privilèges particuliers ; c'est une responsabilité exigeante qui impose rigueur, cohérence et sens de l'intérêt général.

Or, au Togo comme dans de

nombreux pays africains, cette mission semble largement dévoyée. Derrière les discours offensifs et les appels à la mobilisation, les mêmes travers persistent. La naissance du CRAC, loin de dissiper les doutes, ravive les interrogations sur la capacité réelle de l'opposition à se réinventer. Car au fil des années, les coalitions se succèdent, se fragmentent et se recomposent, sans jamais produire les résultats escomptés.

Déjà, la composition même du CRAC soulève des interrogations profondes. Loin d'être l'expression d'un rassemblement inclusif, elle apparaît plutôt comme le reflet des divisions chroniques de cette opposition. Comment comprendre que le parti de Mme Adjmagbo, pourtant représenté à l'Assemblée nationale et pleinement engagé dans le jeu institutionnel, soit écarté de cette nouvelle coalition ? À l'inverse, des formations comme l'ANC ou les FDR, qui ont obtenu des sièges de députés avant de refuser de siéger, figurent aujourd'hui parmi les piliers de ce regroupement. Le paradoxe est d'autant plus frappant que certaines formations intégrées au CRAC peinent à démontrer une véritable assise populaire, se limitant parfois à quelques responsables ou, dans certains

cas, à la seule figure de leur président. Une telle configuration ne manque pas d'alimenter le doute sur le sérieux et la crédibilité de l'initiative.

Les raisons de ces incohé-



rences et des échecs répétés sont connues, mais rarement assumées. L'égo surdimensionné de certains leaders, l'arrogance politique, les conflits de leadership et les rivalités internes minent toute tentative d'unité durable. À cela s'ajoutent des pratiques peu compatibles avec l'exigence de crédibilité : discours contradictoires, alliances opportunistes, accusations de double jeu et, parfois, une communication jugée trompeuse par une par-

tie de l'opinion. Dans ces conditions, la « lutte » brandie à longueur de tribunes peine à convaincre et à mobiliser au-delà des cercles acquis.

Plus préoccupant encore, une certaine conception de l'opposition semble s'être installée : celle qui consiste à revendiquer une légitimité sans effort proportionnel, à exiger reconnaissance et visibilité sans

viduels au profit d'un projet collectif. Tant que les vices qui gangrènent une partie des oppositions africaines — et particulièrement celle du Togo — ne seront pas éradiqués, les initiatives, aussi bruyantes soient-elles, resteront sans impact réel.

Le meeting annoncé du 9 mai à Lomé s'inscrit donc dans une dynamique déjà vue, dont l'is-

construire une base politique solide ni une offre programmatique claire. Comme si le simple fait de s'opposer suffisait à prétendre au pouvoir, et comme si la politique relevait d'un jeu accessible à tous, sans préparation ni discipline.

Pourtant, la réalité est tout autre. La politique n'est pas un jeu d'enfant. Elle exige de la vision, de la constance, du travail de terrain et une capacité à transcender les intérêts indi-

sue demeure incertaine. Entre espoir de mobilisation et scepticisme ambiant, une question persiste : cette nouvelle coalition fera-t-elle mieux que les précédentes ou s'inscrira-t-elle dans la longue liste des occasions manquées ?

Au regard de l'histoire récente, le doute est permis. Mais peut-être, une fois encore, aura-t-on eu tort d'avoir jugé trop vite.

Bouraima

LOMÉ SCELLE L'UNITÉ PARLEMENTAIRE AFRICAINE FACE AUX CRISES MONDIALES

Suite de la page 2

Dans cette dynamique, plusieurs orientations majeures ont été adoptées. La Conférence a réaffirmé son attachement aux principes démocratiques et condamné toute prise de pouvoir par des moyens anticonstitutionnels. Elle a également décidé d'intensifier la diplomatie parlementaire à travers des actions concrètes, incluant des missions dans les États du Sahel et en Guinée-Bissau, ainsi qu'un suivi renforcé des situations nationales sensibles.

Le renforcement de la solidarité entre les sections africaines a également été présenté comme un impératif, notamment en matière de prévention des conflits. Les participants ont insisté sur la nécessité de mutualiser les expériences et de partager les bonnes pratiques en matière de gouvernance démocratique, afin de consolider les institutions parlementaires sur le continent.

Par ailleurs, les travaux ont permis de mettre en lumière des initiatives nationales inspirantes, à l'image de l'expérience togolaise en matière d'employabilité des jeunes. Le modèle de gouvernance collaborative associant pouvoirs publics et secteur privé, illustré par la Plateforme industrielle d'Adetikopé, a été présenté comme une piste pertinente pour répondre aux défis socio-économiques et réduire les vulnérabilités susceptibles d'alimenter les crises.

Lomé, carrefour des ambitions parlementaires africaines

La Conférence de Lomé s'est également projetée vers l'avenir en définissant les priorités de la prochaine 32e Assemblée régionale Afrique de l'APF, prévue en mai 2026 au Sénégal. Les thèmes rete-

nus, centrés sur les crises internationales, la souveraineté africaine et le rôle des parlements dans la gouvernance stratégique, témoignent de la volonté des acteurs parlementaires de s'inscrire dans une réflexion globale sur la place de l'Afrique dans un monde en recomposition.

Les participants ont en outre encouragé une participation accrue des sections africaines aux activités statutaires de l'APF et invité les États membres à honorer leurs engagements financiers, condition essentielle au bon fonctionnement de l'institution. Une position consensuelle a également été adoptée en faveur de la candidature du Sénégal à des postes de responsabilité au sein de l'APF, illustrant une dynamique de solidarité et de coordination politique.

La perspective de la tenue de la 18e Conférence des Prési-

dents au Gabon en 2027, sous réserve de confirmation, a été accueillie favorablement, renforçant l'idée d'une rotation inclusive des grandes rencontres parlementaires au sein de la région.

Hommages et appel à l'action

Au-delà des résolutions et des orientations stratégiques, la rencontre de Lomé a été marquée par une reconnaissance unanime envers le Togo pour la qualité de l'organisation. Dans la motion de remerciements adoptée, les participants ont salué l'implication des autorités parlementaires togolaises, notamment le Président de l'Assemblée nationale, Professeur Komi Selom Klassou, et le Président du Sénat, Barry Moussa Barqué, ainsi que l'engagement du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

La qualité des échanges, l'esprit de concertation et le professionnalisme des équipes mobilisées ont été unanimement reconnus comme des facteurs déterminants du succès de la Conférence. Les parlementaires ont égale-

ment rendu hommage au peuple togolais pour son hospitalité.

En clôturant les travaux, le Président de l'Assemblée nationale du Togo a lancé un appel fort à la responsabilité des parlementaires. Insistant sur la portée historique des engagements pris, il a exhorté les participants à traduire les conclusions de Lomé en actions concrètes au bénéfice des populations. Pour lui, la crédibilité des institutions parlementaires dépend désormais de leur capacité à transformer les déclarations en résultats tangibles.

Ainsi, au sortir de cette 17e Conférence, Lomé ne se contente pas d'avoir accueilli un rendez-vous statutaire de la Francophonie parlementaire. La capitale togolaise s'impose comme le point de départ d'un nouvel élan, où la diplomatie parlementaire africaine ambitionne de peser davantage dans la résolution des crises et la construction d'un avenir plus stable, plus solidaire et résolument tourné vers le développement durable.

LM

14 ans d'UNIR

LA FOI COMME SOCLE, LA PAIX COMME CAP

Le parti Union pour la République (UNIR), majorité au pouvoir, a commémoré, ce 14 avril 2026, le 14e anniversaire de sa création en inscrivant l'événement dans une dynamique spirituelle et citoyenne marquée par la recherche de la paix, de la sécurité et de la cohésion nationale. Fidèle à une tradition désormais bien établie, la formation politique a privilégié un cycle d'offices religieux œcuméniques organisés sur toute l'étendue du territoire national, mobilisant militants, sympathisants et responsables autour de prières d'action de grâce et d'intercession pour la nation togolaise.

Ce parcours spirituel a débuté le vendredi 10 avril par une prière musulmane à la mosquée Kadhafi de Lomé 2, avant de se poursuivre le dimanche 12 avril dans le Grand Lomé avec une messe catholique célébrée en l'église Notre-Dame de la Rédemption de Bè Klikamé et un culte protestant à la paroisse d'Agoè-Fiovi de l'Église Évan-

gélisque Presbytérienne du Togo. À travers cette démarche interconfessionnelle, UNIR réaffirme son attachement à la diversité religieuse du pays et à la promotion du vivre-ensemble.

À Bè Klikamé, la célébration eucharistique, présidée par le père vicaire David Douli en ce deuxième dimanche de Pâques, s'est appuyée sur un message centré sur la paix, inspiré de l'Évangile selon Saint Jean. Dans son homélie, le célébrant a rappelé que la paix véritable va au-delà de l'absence de conflit pour s'inscrire dans une dimension intérieure fondée sur la foi et la confiance en Dieu. Il a invité les fidèles, notamment les cadres et militants du parti, à faire de cette paix un socle d'engagement collectif durable, appelant chacun à dépasser les peurs et à œuvrer pour une société plus solidaire et apaisée.

Insistant sur la symbolique du 14e anniversaire, qualifié de jubilé de plomb, il a évoqué la solidité et la résilience que ce métal incarne, y



voyant le signe d'une formation politique appelée à durer et à résister aux épreuves du temps. Il a exhorté les militants à incarner au quotidien les valeurs d'unité, de paix et de service qui fondent l'identité du parti.

Pour le délégué national des Sages, Yao Bloua Agbo, cette célébration religieuse constitue une véritable halte spirituelle permettant de revisiter le chemin parcouru depuis la création du parti, de rendre grâce pour les acquis et de

confier à Dieu les défis à venir, dans une perspective de continuité et de stabilité. De son côté, le secrétaire exé-

cutif adjoint, Attissim Assih, a rappelé que ces offices s'inscrivent dans un programme commémoratif plus large, incluant notamment un symposium des jeunes prévu au siège du parti.

Il a souligné que depuis sa fondation sous l'impulsion du président Faure Essozimna Gnassingbé, UNIR place l'amélioration des conditions de vie des populations au cœur de son action, avec une volonté affirmée de poursuivre et de renforcer ses initia-

tives au service du peuple togolais. À travers cette célébration marquée par la foi, la stabi-

lité et le sens du service public, UNIR entend consolider les fondements de son engagement politique. Quatorze ans après sa création, le parti lie ainsi mémoire, reconnaissance et projection, dans un contexte régional où la paix demeure un enjeu majeur. Ce jubilé de plomb se veut à la fois le symbole d'une solidité revendiquée et l'expression d'une ambition durable au service de la République.

La rédaction

Sécurité

LE TOGO MUSCLE SES MOYENS FACE AUX MENACES

Face à un environnement régional marqué par des défis sécuritaires persistants, le Togo affiche une détermination renforcée et choisit d'intensifier ses efforts pour garantir la stabilité nationale. Loin de céder à la pression des menaces, le pays mise sur une stratégie proactive, soutenue par une augmentation significative des ressources allouées à la sécurité. Selon le Budget citoyen 2026, les dépenses consacrées à ce secteur sont passées de 30,2 milliards à 32,2 milliards de francs CFA entre 2025 et 2026, traduisant une volonté claire de consolider la protection des populations et des biens.

Cette progression intervient dans un contexte où les enjeux sécuritaires occupent une place centrale dans l'ac-



tion publique. Entre la montée des menaces transfrontalières, les défis liés à la criminalité et les impératifs de maintien de l'ordre, l'État adapte sa réponse en renforçant les capacités opérationnelles de ses forces de défense et de sécurité. L'effort budgétaire permet notamment d'améliorer les équipements,

d'accroître les effectifs, de renforcer la formation des agents et de déployer des dispositifs de surveillance plus performants sur l'ensemble du territoire.

Au-delà de la dimension régionale, la sécurité s'impose comme un pilier du développement économique et social. En assurant un climat stable,

le Togo favorise l'attractivité de son économie et consolide la confiance des investisseurs. Cette dynamique s'illustre notamment par la progression des investissements directs étrangers, qui avaient enregistré une hausse notable de 85 % en 2020, ainsi que par le rôle structurant de la Plateforme industrielle d'Adetikopé, devenue un moteur de croissance avec des projets estimés à 107 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2022.

Dans les zones les plus exposées, notamment au nord du pays, des dispositifs spécifiques viennent compléter cette approche globale. Le Programme d'urgence pour la région des Savanes, désormais doté d'un nouveau plan de réponse couvrant la période 2026-2027 et nécessitant un financement de 18 milliards de francs CFA, illustre la volonté des autorités

d'apporter des solutions adaptées aux réalités locales tout en renforçant la résilience des populations.

L'augmentation du budget consacré à la sécurité ne répond pas uniquement à des impératifs immédiats. Elle s'inscrit également dans une logique préventive, visant à anticiper les risques, améliorer la réactivité des forces sur le terrain et limiter l'impact des crises potentielles. Cette orientation s'accompagne d'une ouverture accrue à la coopération régionale et internationale, positionnant le Togo comme un acteur engagé dans les efforts collectifs de préservation de la paix.

À travers cet investissement stratégique, l'État réaffirme sa volonté de faire de la sécurité un levier durable de stabilité et de développement, en phase avec les exigences contemporaines et les attentes des populations.

LM



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

Vis l'instant Yas YasApp

L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien !



Scanne, télécharge et utilise gratuitement ta YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert !



1- 000000

